

Jusqu'à quand ?

Frédéric Lebaron

Il est difficile de nier que le champ politique français soit entré dans un nouveau cycle depuis avril-mai 2007. Mais les traits de ce cycle ne se réduisent pas à l'hyper-activité médiatique et au style communicationnel, souvent « original », du président de la République, qui ont été abondamment soulignés par la plupart des commentateurs. Par contraste avec l'épuisement et le délitement de la fin de l'ère Chirac, il est caractérisé avant tout par les conditions politiques extrêmement favorables dont bénéficie le nouveau pouvoir pour mener les réformes d'inspiration néo-libérale largement annoncées : forte popularité sondagière ; programme « validé » par une majorité de l'électorat ; division et relative inexistence de l'opposition de gauche ; faiblesse des mobilisations sociales, du moins dans un premier temps.

Après avoir opéré une première série de réformes fiscales favorables aux hauts revenus et patrimoines, enclenché brutalement le changement de « gouvernance » des universités contre une grande majorité de la communauté universitaire (enseignants, étudiants, administratifs), mis en oeuvre tambour-battant – et malgré le front syndical – la refonte des régimes de retraite qui avait échoué en 1995, relancé la ratification du traité constitutionnel européen sous une forme « euphémisée », fait voter un budget réduisant les dépenses publiques et le nombre de fonctionnaires dans la plupart des secteurs, le gouvernement Fillon s'apprête en effet à lancer une deuxième grande phase réformatrice : nouvelles mesures restrictives dans le domaine de la santé (avec la mise en place des franchises médicales), libéralisation « négociée » du marché du travail visant à en finir avec un « modèle social » français jugé trop « protecteur », réformes de structure en matière de concurrence (avec la fin des professions et secteurs protégés, dans le droit fil du rapport Rueff-Armand de 1959), redéfinition radicale du système d'enseignement supérieur et de recherche en tant qu'adjuvant du secteur productif marchand, remodelage (à la baisse) de la carte des services publics...

Pourtant, dans un nouvel ordre économique mondial marqué par la financiarisation et l'affaiblissement accepté du politique, la conjonction de ces réformes plus ou moins radicales et d'un discours volontariste amplifié par la caisse de résonance médiatique expose à terme le nouveau pouvoir aux sanctions du réel. L'épisode des gesticulations présidentielles au sujet de l'euro et de la dette publique française a déjà fait apparaître les limites de sa capacité à modifier même graduellement, en vue de faire bénéficier l'industrie française d'un environnement macroéconomique un peu moins délétère, le cadre bien balisé des politiques économiques restrictives telles qu'elles sont définies au niveau européen. Les dirigeants de la Commission européenne et de la Banque centrale européenne sont sans doute beaucoup plus difficiles à manipuler et à diviser qu'un Parti socialiste français en quête de sens. Mais plus largement, ce sont aujourd'hui les acteurs des marchés financiers et les autorités publiques qui leur sont liées dont les décisions déterminent certaines des variables les plus stratégiques pour l'avenir politique et social du sarkozysme : ainsi de la valeur de l'euro, conditionnée par les décisions du conseil des gouverneurs de la BCE, du *Federal Open Market Committee* de la Fed américaine, ainsi que par les complexes et souvent exubérantes « réactions des marchés »... ; ainsi de la conjoncture économico-financière mondiale, minée par la hausse tendancielle des prix des matières premières et par l'explosion, pour l'instant encore contenue, de la « bulle immobilière » aux États-Unis ; ainsi, enfin, des données de la concurrence mondiale, largement définies par la montée en puissance de nouveaux acteurs globaux, Chinois, Indiens, Brésiliens ou Russes, et par leur capacité à déstabiliser un ordre mondial toujours sous domination américaine.

Le propre des cycles politiques est leur instabilité et leur durée limitée. D'une anesthésie de l'opposition et du mouvement social, on peut en quelques jours basculer dans une situation bien différente. À certaines conditions : la première est l'existence préalable d'un travail politique de construction d'une alternative aux réformes néo-libérales qui puisse convaincre de sa validité les catégories populaires et les « mobiliser » durablement. Dans le mouvement social, dans les organisations politiques, dans les clubs, cercles, associations, ce travail commence à être mené, même s'il reste encore balbutiant, en France comme ailleurs en Europe. Notre revue peut contribuer à renouveler les termes du débat, en « chassant les mythes » et en promouvant dans le mouvement social et l'espace politique une attitude à la fois scientifique et critique.

Certes, une frange du Parti socialiste, naïvement rivée sur des calculs électoraux incertains et fragiles, et faute d'alternative au néo-libéralisme à tendance autoritaire, se prépare à une nouvelle tentative de « mutation », prônée par quelques hauts-parleurs médiatiques. De même qu'en Allemagne, le Parti social-démocrate (SPD) cogère la politique nationale avec la droite conservatrice, ou qu'en Italie une grande partie de la gauche issue du Parti communiste italien s'est diluée dans un centre désidéologisé, on peut imaginer en France un avenir « à droite » pour le Parti socialiste. Mais de telles stratégies électorales font l'hypothèse très discutable d'une droitisation durable de l'électorat français (et européen). Face à une accélération des restructurations industrielles, la mise en cause accrue des services publics, la conjonction d'inégalités et de précarité croissantes, l'épuisement des recettes libérales et autoritaires peut au contraire favoriser progressivement l'émergence d'une gauche décomplexée, se fixant pour objectif la construction d'un « socialisme démocratique du vingt et unième siècle », tirant le bilan des expériences passées et tourné vers le futur.

La deuxième condition relève des dynamiques propres à la société française, en partie indépendantes des actions et réactions au sein de la sphère politico-médiatique. La remise en cause de l'État-providence a reposé sur la mise en concurrence de ses bénéficiaires (notamment nationaux et étrangers), la manipulation des frustrations économiques et sociales des catégories menacées, et une intense propagande politique et médiatique. Des résistances sociales aux politiques néo-libérales et autoritaires, dont certaines s'opèrent bien en deçà de la mise en forme par les discours politiques (dans les entreprises, les quartiers, les administrations...) peuvent au contraire émerger de nouvelles structures de résistance et d'autodéfense collectives, voire même, dans un contexte mondial où les logiques de concurrence conduisent inévitablement à des catastrophes environnementales et humaines, à un nouvel internationalisme fondé sur les valeurs de solidarité et de coopération.